

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents	Myriem Amrani, <i>Présidente</i> ; Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, <i>Conseillers</i> ; Mathieu Roper, <i>Secrétaire général</i> .
Excusés	Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, <i>Conseillers</i> ; Jean Spinette, <i>Echevin</i> .

Séance du 19.12.19

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation - Conseiller(ère)-adjoint(e) (A4) – Département Prévention Adultes - 5492#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu les articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire relatifs aux allocations pour fonctions supérieures ;

Vu sa délibération du 14 juin 2012 relative à la désignation de 1113 en qualité de Conseiller (ère) (A6) faisant fonction ;

Vu sa délibération du 18 décembre 2014 relative à la désignation à partir du 1^{er} janvier 2015 de 5492, secrétaire d'administration (A1.1) en qualité de Conseiller(ère) adjoint(e) (A4) faisant fonction, à temps plein ;

Vu sa délibération du 6 juin 2019 relative à la prolongation du faisant fonction de 5492 pour une nouvelle période de 6 mois, à partir du 1^{er} juillet 2019 ;

Qu'afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département Prévention Adultes, il est indispensable de prolonger la désignation de 5492, secrétaire d'administration (A1.1) en qualité de Conseiller(ère)-adjoint(e) (A4) faisant fonction, à temps plein, pour une période de 6 mois ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 5492, secrétaire d'administration (A1.1) en qualité de Conseiller(ère)-adjoint(e) (A4) faisant fonction, à temps plein, au Département Prévention Adultes pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} janvier 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre pour traitement aux autorités de tutelle.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 30 décembre 2019

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents	Myriem Amrani, <i>Présidente</i> ; Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, <i>Conseillers</i> ; Mathieu Roper, <i>Secrétaire général</i> .
Excusés	Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, <i>Conseillers</i> ; Jean Spinette, <i>Echevin</i> .

Séance du 19.12.19

#Objet : Engagement/CDI - Secrétaire d'administration (A1.1) - Responsable de l'administration et l'hôtellerie Maison de Repos - 7302#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative notamment ses articles 18 à 21 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Aide Sociale du 6 juillet 1995 fixant au 1er janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu la délibération du Conseil de l'Aide Sociale du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu la délibération du Conseil de l'Aide Sociale du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu la délibération du Conseil de l'Aide Sociale du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 1^{er} mars 2019 relative aux délégations de compétences au Bureau Permanent ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 19 septembre 2019 relative à la modification de cadre d'un poste A4 Conseiller-adjoint administratif vers un poste A1 Secrétaire d'administration pour prendre en charge la responsabilité de l'administration et de l'hôtellerie de la Maison de repos ;

Que de par cette modification, il est dès lors nécessaire de procéder à l'engagement d'un(e) Secrétaire d'administration (A1.1) à temps plein à l'Administration et Hôtellerie à la Résidence 'Les Tilleuls, afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement des services du CPAS ;

Attendu l'Ordre de service N° 1233 du 26 août 2019 et l'offre de recrutement N°123 parue sur les sites d'Actiris, Alterjob en date du 19 août 2019 ;

Attendu que 7302 né(e) le 3 juillet 1976, a été retenu(e) comme étant le(la) meilleur(e) candidat(e) pour le poste ;

Que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation adaptée et à présenter l'examen au SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Que le salaire est imputé à l'article 8341/11100/05 ;

Votant à scrutin secret;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. d'engager au 1^{er} janvier 2020, 7302 en qualité de Secrétaire d'administration (A1.1) à temps plein dans un contrat à durée indéterminée au cadre à l'Administration et Hôtellerie à la Résidence 'Les Tilleuls » ;
2. de tenir la présente délibération à disposition des autorités de tutelle.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 30 décembre 2019

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents	Myriem Amrani, <i>Présidente</i> ; Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, <i>Conseillers</i> ; Mathieu Roper, <i>Secrétaire général</i> .
Excusés	Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, <i>Conseillers</i> ; Jean Spinette, <i>Echevin</i> .

Séance du 19.12.19

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation – Conseiller Adjoint (A4) faisant fonction– Département de l’Action Sociale – 5094#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Gestion administrative du personnel

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des CPAS ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d’insertion dans la Charte Sociale ;

Vu la circulaire du 3 décembre 1997 relative à la décision du Collège réuni de la Commission Communautaire Commune du 28 novembre 1996 relative à l’amélioration de l’accueil des usagers dans les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 6 juin 2019 relative au changement de grade de 5094 et à l’octroi de l’allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;

Qu’afin d’assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département de l’Action Sociale, il est indispensable de prolonger la désignation de 5094 en qualité de Conseiller Adjoint (A4) à temps plein, pour nouvelle période de 6 mois ;

Qu’il(elle) bénéficie d’une évaluation favorable ;

Attendu que 5094 n'est pas nommé(e) mais qu'il(elle) exerce la coordination du Service social et a démontré sur le terrain qu'il(elle) était capable tant par sa personnalité que par ses compétences d'exercer les fonctions supérieures de conseiller-adjoint (A4) au Département de l'Action Sociale ;

Que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation adaptée et à présenter l'examen au SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant à scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 5094 en qualité Conseiller-Adjoint (A4) faisant fonction, à temps plein, au Département de l'Action Sociale pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} janvier 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre pour traitement aux autorités de tutelle.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 30 décembre 2019

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
 Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, *Conseillers* ;
 Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusés Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Conseillers* ;
 Jean Spinette, *Echevin*.

Séance du 19.12.19

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation - Conseillère (A6) – Département Prévention Adultes – 1113#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative notamment ses articles 18 à 21 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu la délibération récapitulative du Bureau Permanent du 1^{er} juin 1988 relative à l'engagement au 1^{er} janvier 1988 de 1113 en qualité d'assistante sociale (BH1) ACS coordinatrice du département Prévention Adultes ;

Vu sa délibération du 22 juin 2000 relative au changement de statut d'ACS de 1113 en statut d'agent à titre contractuel à durée indéterminée à partir du 1^{er} juillet 2000 ;

Vu sa délibération du 16 novembre 2000 relative à l'engagement de 1113 en qualité de Secrétaire d'Administration à temps plein, à titre contractuel, à partir du 11 novembre 2000 ;

Vu sa délibération du 21 décembre 2000 relative à l'attribution du barème de la fonction de Conseiller-adjoint

(A4) à 1113 en lieu et place du barème de la fonction de Psychologue/Sociologue AH1 (1-2-3) à partir du 1^{er} janvier 2001 ;

Vu sa délibération du 6 juin 2019 relative à la désignation de 1113 en qualité de Conseillère (A6) faisant fonction, à temps plein, au Département Prévention Adultes pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} juillet 2019 ;

Attendu qu'un poste de Conseiller(ère) (A6) est vacant au cadre du CPAS ;

Attendu que le département Prévention Adultes est composé de 3 secteurs occupant plus de 40 agents du CPAS ;

Que deux nouveaux projets ont abouti à la création au sein du département de deux nouveaux services, le service de « Remobilisation » depuis le 1^{er} juillet 2012 et le service « ECO&Co » au sein de la « Maison Eco Huis » depuis le 1^{er} septembre 2012 ;

Attendu que fait partie de la mission de la fonction de responsable du département Prévention Adultes, le fait de participer à la détermination des orientations stratégiques du CPAS en matière sociale, de concevoir, développer, coordonner l'ensemble des actions du département, d'articuler ces actions avec l'ensemble des missions sociales du CPAS, d'impulser une dynamique sociale intégrée dans le CPAS, d'analyser, répondre ou susciter les opportunités de financements pour des projets en cours et à développer, et d'assister et de conseiller la direction ;

Attendu que la mission décrite est du niveau de celle demandée à un(e) Conseiller(ère) (A6) ;

Qu'il est dès lors nécessaire pour diriger le Département Prévention Adultes, de prolonger les fonctions supérieures de Conseiller(ère) (A6) à temps plein afin d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des secteurs et services qui le composent ;

Attendu que 1113 remplit la fonction de Conseillère-adjointe (A4) à temps plein au Secteur Emploi depuis le 1^{er} janvier 2001 à la satisfaction de sa hiérarchie ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 1113 en qualité de Conseillère (A6) faisant fonction, à temps plein, au Département Prévention Adultes pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} janvier 2020, et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR ;
3. de transmettre pour traitement aux autorités de tutelle.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 30 décembre 2019

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
 Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Conseillers* ;
 Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusés Thierry Uylenbroeck, Said AHRUIL, *Conseillers* ;
 Jean Spinette, *Echevin*.

Séance du 23.01.20

#Objet : Promotion Secrétaire d'administration (A1) faisant fonction au département Infrastructure, Transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, services Maintenance du Patrimoine, Technique et Infrastructure - Désignation candidat - 6813#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Gestion des carrières

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel et ses délibérations postérieures le modifiant ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif et ses délibérations postérieures le modifiant ;

Vu le statut administratif et plus particulièrement le titre VI, Chap.2, concernant la promotion ;

Vu sa délibération du 19 septembre 2019 constatant que le poste de Secrétaire d'administration / Architecte au Département infrastructure, transition numérique & maintenance du patrimoine, Service maintenance du patrimoine, technique infrastructure est vacant et élargissant les conditions de promotion pour tous les membres du personnel ;

Attendu qu'un appel interne à promotion a été effectué par ordre de service N°1245 le 16.10.2019 et clôturé le 08.11.2019 ;

Attendu que les membres du jury avaient été désignés comme suit :

- Le Directeur du service Propriétés Communales et Patrimoine à la Commune de Saint-Gilles, comme Président ;
- Le Conseiller faisant fonction au département Technique & Logistique du CPAS de Saint-Gilles, comme membre ;
- Le secrétaire général du CPAS de Saint-Gilles, comme membre du jury de plein droit ;

Attendu qu'un(e) seul(e) candidat(e) a postulé pour ce poste à savoir 6813, secrétaire

technique contractuel (B1) depuis le 01.10.2017 département Infrastructure, Transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, services Maintenance du Patrimoine, Technique et Infrastructure ;

Attendu que l'examen consistait en une épreuve écrite qui s'est déroulée le 21.11.2019 à 9h30 et une épreuve orale qui s'est déroulée le 10.01.2020 à 9h00 ;

Attendu que le(la) candidat(e) s'est présenté(e) aux épreuves et qu'il(elle) a obtenu des points supérieurs ou égaux au minimum des points requis pour la réussite de l'examen, à savoir :

- épreuve écrite : 60/80
- épreuve orale : 55/80

Attendu que 6813, a démontré sur le terrain qu'il(elle) était capable tant par sa personnalité que par ses compétences d'exercer la fonction de secrétaire d'administration (A1) au département Infrastructure, Transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, services Maintenance du Patrimoine, Technique et Infrastructure ;

Attendu que 6813 compte au moins 2 ans d'ancienneté de grade B ;

Attendu qu'il(elle) est détenteur(rice) d'un diplôme d'architecte ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation adaptée et à présenter l'examen au SELOR ;

Attendu qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Attendu qu'il(elle) bénéficie d'une évaluation favorable et d'un avis de promotion positif ;

Attendu que la candidature a été soumise au vote;

Votant à scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de désigner 6813 en qualité de Secrétaire d'administration -Architecte (A1) faisant fonction à temps plein pour une période de 6 mois à partir du 1^{er} février 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire;
2. de transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 24 janvier 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents	Myriem Amrani, <i>Présidente</i> ; Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, <i>Conseillers</i> ; Mathieu Roper, <i>Secrétaire général</i> .
Excusé	Said AHRUIL, <i>Conseiller</i> ; Jean Spinette, <i>Echevin</i> .

Séance du 06.02.20

#Objet : Modification de contrat/Promotion - Secrétaire d'administration (A1) - Département Infrastructure, Transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, services Maintenance du Patrimoine, Technique et Infrastructure - 6813#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel et ses délibérations postérieures le modifiant ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif et ses délibérations postérieures le modifiant ;

Vu le statut administratif et plus particulièrement le titre VI, Chap.2, concernant la promotion ;

Vu le statut pécuniaire et plus particulièrement son article 12 ;

Vu sa délibération du 19 septembre 2019 constatant que le poste de Secrétaire d'administration / Architecte au Département infrastructure, transition numérique & maintenance du patrimoine, Service maintenance du patrimoine, technique infrastructure est vacant et élargissant les conditions de promotion pour tous les membres du personnel ;

Attendu que 6813, secrétaire technique contractuel (B1) depuis le 01.10.2017 Département Infrastructure, Transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, services Maintenance du Patrimoine, Technique et Infrastructure remplit les conditions de promotion qui sont prévus dans le statut administratif ;

Que de ce fait la délibération du 23 janvier 2020 relative à la désignation de 6813 en qualité de Secrétaire d'administration - Architecte (A1) faisant fonction à temps plein pour une période de 6 mois à partir du 1^{er} février 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire, ne doit pas être prise en considération ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation adaptée et à présenter l'examen au SELOR ;

Attendu qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Attendu qu'il(elle) bénéficie d'une évaluation favorable et d'un avis de promotion positif ;

Qu'étant donné que l'ancienneté acquise par 6813 au niveau B est utile et pertinente dans sa nouvelle fonction de niveau A, son ancienneté pécuniaire sera valorisée à 100 % comme le prévoit l'article 12 du statut pécuniaire du 2 juillet 2015 ;

Que le salaire est imputé à l'article 1370/11100/05 ;

Votant à scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. De modifier le contrat de 6813 en qualité de Secrétaire d'administration - Architecte (A1) à temps plein avec effet rétroactif à partir du 1^{er} février 2020 dans un contrat à durée indéterminée au cadre au Département Infrastructure, Transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, services Maintenance du Patrimoine, Technique et Infrastructure ;
2. De valoriser l'ancienneté pécuniaire de 6813 à 100%
3. De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 12 février 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Bureau Permanent

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Stijn D'Hollander, *Conseillers* ;
Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusé Hassan Assila, *Conseiller*.

Séance du 02.04.20

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation - Conseiller-adjoint A4 marchés publics - Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine - 3326#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 25 avril 1933 et l'Arrêté Royal du 26 décembre 1938 sur le régime des pensions du personnel communal;

Vu l'article 21 § 2,4 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées;

Vu les articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire relatifs aux allocations pour fonctions supérieures;

Vu le projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux adopté en première lecture par le Collège réuni de la Commission communautaire commune en application de l'ordonnance de l'assemblée réunie de la Commission communautaire commune du 19 mars 2020 ;

Attendu qu'en attente de sa publication au Moniteur Belge, le projet d'arrêté a été publié sur le site internet de Bruxelles Pouvoirs Locaux ;

Attendu qu'il est prévu que le projet d'arrêté entre en vigueur avec effet rétroactif au 19 mars 2020 ;

Attendu que le projet d'arrêté confie au Bureau Permanent, à condition que cela puisse se justifier au regard de l'urgence qui résulte de l'existence de la pandémie, toutes les compétences du Conseil de l'action sociale à la seule exception des compétences visées à l'article 110, §1^{er} de la loi organique du 8 juillet 1976 ;

Que la publication du projet d'arrêté au Moniteur Belge est attendue de façon imminente ;

Que compte tenu de son effet rétroactif prévu, il convient d'en faire application sans attendre et de mettre à l'ordre du jour du Bureau permanent toutes les décisions urgentes à l'exception de celles considérées par l'article 110, §1^{er} de la loi organique ;

Attendu que la présente décision doit être prise en urgence sans attendre la fin des mesures exceptionnelles établies et mises en pratique pour répondre aux problèmes résultant du contexte de pandémie ;

Que la présente décision n'est pas visée par l'article 110, §1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des C.P.A.S. ;

Vu sa décision de tenir une réunion virtuelle en ce jeudi 2 avril 2020 ;

Attendu que le résultat des votes au scrutin secret des membres du Bureau Permanent est constaté au moyen de la plateforme de vote en ligne *Balotilo* qui permet de créer une élection et aux électeurs de recevoir automatiquement un courriel avec un lien personnel pour voter ;

Vu sa délibération décision du 19 septembre 2019 relative à la création d'un nouveau poste A4 Conseiller adjoint – Administratif affecté au service Marchés publics ;

Vu sa délibération du 31 octobre 2019 relative à la désignation à partir du 1^{er} novembre 2019 de 3326, Conseiller adjoint (A4), en qualité de Conseiller adjoint (A4) faisant fonction au Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine à temps plein pour une période de 6 mois ;

Attendu que 3326, agent du rôle linguistique francophone, est titulaire d'un brevet portant sur la connaissance élémentaire du néerlandais et non d'un brevet portant sur la connaissance suffisante du néerlandais ;

Qu'il(elle) ne peut donc pas actuellement être désigné(e) titulaire du poste A4 - conseiller-adjoint marchés publics ;

Qu'il(elle) ne peut donc être désigner à ce poste que comme faisant-fonction ;

Qu'afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, il est indispensable de prolonger la désignation de 3326 en tant que Conseiller adjoint (A4) à temps plein, pour nouvelle période de 6 mois ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de désigner 3326, en qualité de Conseiller adjoint (A4) faisant fonction, à temps plein, au Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine pour une période de 6 mois à partir du 1^{er} mai 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre pour traitement aux autorités de tutelle.

POUR LE BUREAU PERMANENT

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 09 avril 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Conseillers* ;
Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusé Said AHRUIL, *Conseiller* ;
Jean Spinette, *Echevin*.

Séance du 04.06.20

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation - Conseillère-adjointe (A4) – Département Prévention Adultes - 5492#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu les articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire relatifs aux allocations pour fonctions supérieures ;

Vu sa décision de tenir sa séance du 4 juin 2020 de façon virtuelle dans les conditions mentionnées ;

Vu sa délibération du 14 juin 2012 relative à la désignation de 1113 en qualité de Conseiller (ère) (A6) faisant fonction ;

Vu sa délibération du 18 décembre 2014 relative à la désignation à partir du 1^{er} janvier 2015 de 5492, secrétaire d'administration (A1.1) en qualité de Conseiller(ère) adjoint(e)(A4) faisant fonction, à temps plein ;

Vu sa délibération du 19 décembre 2019 relative à la prolongation du faisant fonction de 5492 pour une nouvelle période de 6 mois, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Qu'afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département Prévention Adultes, il est indispensable de prolonger la désignation de 5492, secrétaire d'administration (A1.1) en qualité de Conseiller(ère)-adjoint(e) (A4) faisant fonction, à temps plein, pour une période de 6 mois ;

Attendu que 5492 n'est pas nommé(e) ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Que l'intéressé(e) a bien satisfait aux tests de néerlandais organisés conformément à l'article 9§2 portant sur la connaissance élémentaire (attestations du 23 mars 2020) de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966 ;

Que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue, connaissance suffisante, mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 5492, secrétaire d'administration (A1.1) en qualité de Conseillère-adjointe (A4) faisant fonction, à temps plein, au Département Prévention Adultes pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} juillet 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre la présente décision in extenso au Collège réuni dans le délai de vingt jours prescrit par l'article 110, §1^{er} de la loi du 8 juillet 1976.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 16 juin 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Conseillers* ;
Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusé Said AHRUIL, *Conseiller* ;
Jean Spinette, *Echevin*.

Séance du 04.06.20

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation – Conseiller Adjoint (A4) faisant fonction– Département de l’Action Sociale – 5094#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des CPAS ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu la circulaire du 3 décembre 1997 relative à la décision du Collège réuni de la Commission Communautaire Commune du 28 novembre 1996 relative à l'amélioration de l'accueil des usagers dans les pouvoirs locaux ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa décision de tenir sa séance du 4 juin 2020 de façon virtuelle dans les conditions mentionnées ;

Vu sa délibération du 6 juin 2019 relative au changement de grade de 5094 et à l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;

Vu sa délibération du 19 décembre 2019 relative à la prolongation du faisant fonction de 5094 pour une nouvelle période de 6 mois, à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Qu'afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département de l'Action Sociale, il est indispensable de prolonger la désignation de 5094 en qualité de Conseiller Adjoint (A4) à temps plein, pour nouvelle période de 6 mois ;

Qu'il(elle) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que 5094 n'est pas nommé(e) mais qu'il(elle) exerce la coordination du Service social et a démontré sur le terrain qu'il(elle) était capable tant par sa personnalité que par ses compétences d'exercer les fonctions supérieures de Conseiller-Adjoint (A4) au Département de l'Action Sociale ;

Que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation adaptée et à présenter l'examen au SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant à scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 5094 en qualité Conseiller-Adjoint (A4) faisant fonction, à temps plein, au Département de l'Action Sociale pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} juillet 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre la présente décision in extenso au Collège réuni dans le délai de vingt jours prescrit par l'article 110, §1er de la loi du 8 juillet 1976.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 16 juin 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Conseillers* ;
Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusé Said AHRUIL, *Conseiller* ;
Jean Spinette, *Echevin*.

Séance du 04.06.20

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation - Conseillère (A6) – Département Prévention Adultes – 1113#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative notamment ses articles 18 à 21 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa décision de tenir sa séance du 4 juin 2020 de façon virtuelle dans les conditions mentionnées ;

Vu la délibération récapitulative du Bureau Permanent du 1^{er} juin 1988 relative à l'engagement au 1^{er} janvier 1988 de 1113 en qualité d'assistant(e) social(e) (BH1) ACS coordinatrice du département Prévention Adultes ;

Vu sa délibération du 22 juin 2000 relative au changement de statut d'ACS de 1113 en statut d'agent à titre contractuel à durée indéterminée à partir du 1^{er} juillet 2000 ;

Vu sa délibération du 16 novembre 2000 relative à l'engagement de 1113 en qualité de Secrétaire d'Administration à temps plein, à titre contractuel, à partir du 11

novembre 2000 ;

Vu sa délibération du 21 décembre 2000 relative à l'attribution du barème de la fonction de Conseiller-adjoint (A4) à 1113, en lieu et place du barème de la fonction de Psychologue/Sociologue AH1 (1-2-3) à partir du 1^{er} janvier 2001 ;

Vu sa délibération du 6 juin 2019 relative à la désignation de 1113 en qualité de Conseillère (A6) faisant fonction, à temps plein, au Département Prévention Adultes pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} juillet 2019 ;

Attendu qu'un poste de Conseiller(ère) (A6) est vacant au cadre du CPAS ;

Attendu que le département Prévention Adultes est composé de 3 secteurs occupant plus de 40 agents du CPAS ;

Que deux nouveaux projets ont abouti à la création au sein du département de deux nouveaux services, le service de « Remobilisation » depuis le 1^{er} juillet 2012 et le service « ECO&Co » au sein de la « Maison Eco Huis » depuis le 1^{er} septembre 2012 ;

Attendu que fait partie de la mission de la fonction de responsable du département Prévention Adultes, le fait de participer à la détermination des orientations stratégiques du CPAS en matière sociale, de concevoir, développer, coordonner l'ensemble des actions du département, d'articuler ces actions avec l'ensemble des missions sociales du CPAS, d'impulser une dynamique sociale intégrée dans le CPAS, d'analyser, répondre ou susciter les opportunités de financements pour des projets en cours et à développer, et d'assister et de conseiller la direction ;

Attendu que la mission décrite est du niveau de celle demandée à un(e) Conseiller(ère) (A6) ;

Qu'il est dès lors nécessaire pour diriger le Département Prévention Adultes, de prolonger les fonctions supérieures de Conseiller(ère) (A6) à temps plein afin d'assurer le bon fonctionnement de l'ensemble des secteurs et services qui le composent ;

Attendu que 1113 remplit la fonction de Conseillère-adjointe (A4) à temps plein au Secteur Emploi depuis le 1^{er} janvier 2001 à la satisfaction de sa hiérarchie ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 1113, en qualité de Conseillère (A6) faisant fonction, à temps plein, au Département Prévention Adultes pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} juillet 2020, et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;

2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR ;
3. de transmettre la présente décision in extenso au Collège réuni dans le délai de vingt jours prescrit par l'article 110, §1er de la loi du 8 juillet 1976

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME

Saint-Gilles, le 16 juin 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Raad

Aanwezig Myriem Amrani, *Voorzitster* ;
Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Raadsleden* ;
Mathieu Roper, *Secretaris-generaal*.

Verontschuldigd Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, *Raadsleden* ;
Jean Spinette, *Schepen*.

Zitting van 02.07.20

#Onderwerp : Definitieve bevordering –Adviseur (A6) – Departement Financiën Dossier : VAN DEN HEURCK (nl)#

HUMAN RESOURCES BEHEER

Administratief personeelsbeheer

DE RAAD,

Gelet op de wet van 25 april 1933 en het Koninklijk Besluit van 26 december 1938 op het regime van de pensioenen van het gemeentepersoneel;

Gelet op de gecoördineerde wetten over het gebruik van de talen op administratief vlak, met name de artikels 18 tot 21;

Gelet op de wet van 8 juli 1976 op de OCMW's;

Gelet op het Sociaal Handvest van 28 april 1994;

Gelet op zijn beraadslaging van 6 juli 1995 waarbij de inlassingsdatum in het Sociaal Handvest vastgesteld werd op 1 januari 1997;

Gelet op de omzendbrief van 3 december 1997 betreffende de beslissing van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 28 november 1996, over de verbetering van het onthaal van de gebruikers in de plaatselijke besturen;

Gelet op zijn beraadslaging van 17 augustus 1998 waarbij het weddestatuut krachtens het Sociaal Handvest werd vastgesteld en de hierop aangebrachte wijzigingen;

Gelet op zijn beraadslaging van 17 juni 1999 waarbij het administratief statuut krachtens het Sociaal Handvest werd vastgesteld en de hierop aangebrachte wijzigingen;

Gelet op het administratief statuut en in het bijzonder het deel VI, Hoofdst. 2 betreffende de bevordering ;

Gelet op zijn beraadslaging van 25 januari 2018 betreffende de wijziging van het organieke kader van het OCMW dat in zijn punt 1 de wijziging van 3 plaatsen van het niveau A4 (met name adjunkt-adviseur en HRB

verantwoordelijke) en 3 plaatsen van het niveau A6 (adviseur en HR adviseur) voorziet ;

Dat deze wijzigingen geïntegreerd zijn in de begroting 2018 en volgende van het OCMW ;

Gelet op het onderhandelingscomité van 17 april 2018 ;

Gelet op het Basisoverlegcomité van 27 september 2018 ;

Gelet op de beslissing van de Raad van Maatschappelijk Welzijn van 20 december 2018 om over te gaan opeen interne oproep voor de functie van adviseur bij het departement Financiën (A6) ;

Aangezien een interne oproep tot bevordering gehouden is, verschenen via het dienstorder nr 1221 van 22 mei 2019 ;

Gelet op zijn beraadslaging van 4 juli 2019 betreffende de bevordering op 1 augustus 2019 van **3208** in de hoedanigheid van voltijdse adviseur (A6) in het departement Financiën;

Aangezien deze bevordering, conform aan het artikel 56 van het administratief statuut van het OCMW, onderworpen is aan een statutaire stageperiode vastgesteld op één jaar vanaf 1 augustus 2019;

Dat deze stageperiode ten einde loopt op 31 juli 2020;

Dat belanghebbende van een positief bevorderingsadvies geniet en het daardoor mogelijk is **3208** definitief te bevorderen in hoedanigheid van voltijds adviseur (A6) in het departement Financiën;

Geheim stemmend;

Op die gronden,

BESLIST :

- 1) **3208** op 1 augustus 2020 definitief te bevorderen in de hoedanigheid van voltijds adviseur (A6)in het departement Financiën;
- 2) deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheden.

VOOR DE RAAD

De secretaris-generaal,
(Get.) Mathieu Roper

De Voorzitster,
(Get.) Myriem Amrani

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Gillis, 06 juli 2020

De secretaris-generaal,

De Voorzitster,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Myriem Amrani, *Présidente* ;
Hassan Assila, Bernard Gueu Touna, Carine Graceffa, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, *Conseillers* ;
Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Excusés Philippe Gerard, Thierry Uylenbroeck, *Conseillers* ;
Jean Spinette, *Echevin*.

Séance du 02.07.20

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation – Conseiller (A6) – Département Infrastructure, Transition Numérique et Maintenance du Patrimoine – 5327#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS ;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994 ;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées ;

Vu les articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire relatifs aux allocations pour fonctions supérieures ;

Vu sa délibération du 23 janvier 2020 relative à la désignation à partir du 1^{er} février 2020 de 5327 conseiller adjoint (A4) en qualité de Conseiller (A6) faisant fonction, à temps plein ;

Qu'afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département Infrastructure, Transition Numérique et Maintenance du Patrimoine, il est indispensable de prolonger la désignation de 5327, Conseiller adjoint (A4) en qualité de Conseiller (A6) faisant fonction, à temps plein, pour une période de 6 mois ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de prolonger la désignation de 5327, conseiller adjoint (A4) en qualité de Conseiller (A6) faisant fonction, à temps plein, au Département Infrastructure, Transition Numérique et Maintenance du Patrimoine pour une nouvelle période de 6 mois à partir du 1^{er} août 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre pour traitement aux autorités de tutelle.

POUR LE CONSEIL

Le Secrétaire général,
(S.) Mathieu Roper

La Présidente,
(S.) Myriem Amrani

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 06 juillet 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Extrait du registre aux délibérations du Conseil

Présents Hassan Assila, *Président f.f.* ;
Bernard Gueu Touna, Philippe Gerard, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, Mélanie VERROKEN, *Conseillers* ;
Khaled Sor, *Secrétaire général f.f.*

Excusés Myriem Amrani, *Présidente* ;
Carine Graceffa, *Conseiller* ;
Jean Spinette, *Echevin* ;
Mathieu Roper, *Secrétaire général*.

Séance du 01.10.20

#Objet : Fonctions supérieures/Prolongation - Conseiller-adjoint A4 marchés publics - Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine - 3326#

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Gestion administrative du personnel

Vu la loi du 25 avril 1933 et l'Arrêté Royal du 26 décembre 1938 sur le régime des pensions du personnel communal;

Vu l'article 21 § 2,4 et 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des CPAS;

Vu la Charte Sociale du 28 avril 1994;

Vu sa délibération du 6 juillet 1995 fixant au 1^{er} janvier 1997 la date d'insertion dans la Charte Sociale;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le cadre du personnel en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées;

Vu sa délibération du 17 août 1998 arrêtant le statut pécuniaire en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées;

Vu sa délibération du 17 juin 1999 arrêtant le statut administratif en vertu de la Charte Sociale ainsi que les modifications y apportées;

Vu les articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire relatifs aux allocations pour fonctions supérieures;

Vu sa délibération du 31 octobre 2019 relative à la désignation à partir du 1^{er} novembre 2019 de 3326 en qualité de Conseiller adjoint (A4) faisant fonction au Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine à temps plein pour une période de 6 mois ;

Vu sa délibération du Bureau Permanent du 2 avril 2020 relative à l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;

Attendu que 3326, agent du rôle linguistique francophone, est titulaire d'un brevet portant sur la connaissance élémentaire du néerlandais et non d'un brevet portant sur la connaissance suffisante du néerlandais ;

Qu'il(elle) ne peut donc pas actuellement être désigné(e) titulaire du poste A4 - conseiller-adjoint marchés publics ;

Qu'il(elle) ne peut donc être désigner à ce poste que comme faisant-fonction ;

Qu'afin d'assurer la continuité et le bon fonctionnement du Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine, il est indispensable de prolonger la désignation de 3326 en tant que Conseiller adjoint (A4) à temps plein, pour nouvelle période de 6 mois ;

Que l'intéressé(e) bénéficie d'une évaluation favorable ;

Attendu que l'intéressé(e) n'est pas détenteur(rice) du brevet de seconde langue mais s'engage à suivre une formation en langues adaptée et à présenter l'examen du SELOR ;

Qu'en outre le bilinguisme est assuré dans le service ;

Votant au scrutin secret ;

Par ces motifs,

DECIDE :

1. de désigner 3326, en qualité de Conseiller adjoint (A4) faisant fonction, à temps plein, au Département Infrastructure, transition Numérique & Maintenance du Patrimoine pour une période de 6 mois à partir du 1^{er} novembre 2020 et de lui octroyer l'allocation pour exercice de fonctions supérieures calculée sur base des articles 21 à 25, chapitre III, section 3 du statut pécuniaire ;
2. de dire pour droit que l'intéressé(e) doit suivre une formation en langues adaptée et présenter l'examen du SELOR requis;
3. de transmettre pour traitement aux autorités de tutelle.

Décision prise par scrutin secret.

POUR LE CONSEIL

Secrétaire général f.f.,
(S.) Khaled Sor

Président f.f.,
(S.) Hassan Assila

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Gilles, le 14 octobre 2020

Le Secrétaire général,

La Présidente,

Mathieu Roper

Myriem Amrani

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Raad

Aanwezig	Myriem Amrani, <i>Voorzitster</i> ; Hassan Assila, Carine Graceffa, Philippe Gerard, Timothée GENOT, Véronique Gailly, Stijn D'Hollander, Said AHRUIL, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, Mélanie VERROKEN, <i>Raadsleden</i> ; Mathieu Roper, <i>Secretaris-generaal</i> .
Verontschuldigd	Bernard Gueu Touna, <i>Raadslid</i> ; Jean Spinette, <i>Schepen</i> .

Zitting van 05.11.20

#Onderwerp : Aanduiding Directeur Human Ressources (A6) - Departement Human Ressources#

HUMAN RESOURCES BEHEER

Administratief personeelsbeheer

Gelet op de wet van 25 april 1933 en op het koninklijk besluit van 26 december 1938 betreffende de pensioenregeling van het gemeentepersoneel;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de OCMW's;

Gelet op de beslissing om de zitting van 5 november 2020 virtueel te houden onder de vermelde voorwaarden;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

Gelet op de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, met name de artikelen 18 tot 21;

Gelet op het Sociaal Handvest van 28 april 1994 en in het bijzonder op punt 5 getiteld "Krachtlijnen" waarin de voorrang van het statutair karakter van de lokale betrekkingen wordt bevestigd en beklemtoond

Gelet op de beraadslaging van 6 juli 1995 die de datum van opname in het Sociaal Handvest vastlegt op 1 januari 1997;

Gelet op de beraadslaging van 17 augustus 1998 tot vaststelling van het personeelskader in het kader van het Sociaal Handvest en de wijzigingen daarvan;

Gelet op de beraadslaging van 17 augustus 1998 tot vaststelling van het geldelijk statuut krachtens het Sociaal Handvest en de wijzigingen daarvan;

Gelet op de beraadslaging van 17 juni 1999 tot vaststelling van het administratief statuut in het kader van het Sociaal Handvest en de wijzigingen daarvan;

Gelet op de beslissingen van 8 juli 1999, 23 september 1999, 20 april 2000, 19 oktober 2000, 21 december 2000, 21 juni 2001, 29 november 2001, 18 april 2002, 3 oktober 2002, 18 december 2002, 12 juni 2003, 4 maart 2004, 2 oktober 2008, 31 december 2010, 13 maart 2014, 2 juli 2015, 25 januari 2018, 19 september 2019 en 31 oktober 2019 houdende diverse wijzigingen van het kader;

Gelet op het onderhandelingscomité van 17 april 2018 ;

Gelet op het basisoverlegcomité van 27 september 2018;

Gelet op de beslissing van 27 september 2018 betreffende de bevordering voor de graden van adviseur (A6) in de departementen Financiën en Techniek & Logistiek en voor de graad van HR-adviseur (A6) in het departement Human Resources;

Gelet op dienstorder nr. 1244 "Interne oproep: directeur Human Resources (M/V)";

Gelet op de ordonnantie van 14 maart 2019 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 waarin de betrekking van directeur human resources werd gecreëerd als wettelijk vereiste functie;

Gelet op het protocol van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 5 september 2019 waarin werd overeengekomen dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn binnen één week na de uitgifte van de dienstorder een externe publicatie kan starten voor deze betrekking indien geen enkele interne kandidaat die voldoet aan de eisen van de functie kon worden geïdentificeerd of geselecteerd;

Gelet op de beslissing van 19 september 2019 betreffende de uitbreiding van de bevordering, de publieke oproep tot kandidaatstelling en de organisatie van een wervingsexamen voor de functie van directeur human resources (A6) in het departement human resources;

Gelet op de beraadslaging van het Permanent Bureau van 13 januari 2020 betreffende de aanduiding van de jury voor het bevorderings- en wervingsexamen van de directeur HR (A6);

Gelet op de beraadslaging van 5 maart 2020 betreffende de resultaten van het bevorderings- en wervingsexamen van de functie van directeur HR (A6) en herstarting van de procedure;

Gelet op de beslissing van het Permanent Bureau van 17 juli 2020 betreffende de wijziging van de samenstelling van de jury voor het bevorderings- en wervingsexamen voor de functie van HR-directeur (A6);

Gelet op de beslissing van het Permanent Bureau van maandag 14 september 2020 betreffende de wijziging van de samenstelling van de jury voor het bevorderings- en wervingsexamen voor de functie van HR-directeur (A6);

Gelet op de beslissing van het Permanent Bureau van 26 oktober 2020 waarbij akte werd genomen van de resultaten op de eerste 2 proeven van het bevorderings- en/of wervingsexamen voor de functie van directeur human resources (A6 HR-adviseur);

Overwegende dat op 16 oktober 2019 een interne oproep voor de functie van HR-directeur (A6) werd gelanceerd via dienstorder nr.1244;

Overwegende dat er geen of zeer weinig statutaire kandidaten voor deze interne functie bij het OCMW zijn aangezien de kandidaat over voldoende kwaliteiten moet beschikken om de huidige situatie van de dienst HRM te kunnen beheren;

Overwegende dat artikel 48 van het administratief statuut bepaalt dat wanneer geen enkele statutaire medewerker voldoet aan de voorwaarden voor bevordering in een graad van niveau A, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de bevorderingsbetrekking vacant mag verklaren voor alle personeelsleden die, behalve de graad, beantwoorden aan de voor deze betrekking bepaalde bevorderingsvoorwaarden en voor alle personeelsleden die, zonder er titularis van te zijn, voldoen aan de voorwaarden om de graad te bekleden die toegang verleent tot de bedoelde

betrekking van niveau A;

Overwegende dat artikel 49 van het administratief statuut bepaalt dat indien geen enkel personeelslid beantwoordt aan de bevorderingsvoorwaarden, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn kan overgaan tot aanwerving in een bevorderingsgraad;

Overwegende dat een externe oproep voor de functie van HR-directeur (A6) op 6 november 2019 werd gepubliceerd bij Actiris, Guide Social en Alterjob en op 18 november 2019 bij Selor;

Overwegende dat op 25 januari 2020 een eerste schriftelijke (eliminatie)proef werd georganiseerd en dat de jury op 4 februari 2020 heeft beraadslaagd en heeft vastgesteld dat een kandidaat was geslaagd;

Overwegende dat op 8 februari 2020 de enige overgebleven kandidaat de tweede schriftelijke eliminatieproef heeft afgelegd en dat de jury op 12 februari 2020 heeft beraadslaagd om vast te stellen dat de kandidaat niet het minimum van de punten had behaald die voor deze eliminatieproef vereist zijn;

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn bij beraadslaging op 5 maart 2020 akte heeft genomen van de resultaten van het wervingsexamen voor de functie van DHR - A6 HR-adviseur en heeft vastgesteld dat de functie nog steeds vacant was;

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 5 maart 2020 bijgevolg heeft beslist om de procedure voor de organisatie van een bevorderings- en/of wervingsexamen voor de functie van directeur human resources opnieuw te starten;

Overwegende dat geen enkele statutaire medewerker zich formeel kandidaat heeft gesteld en dat de functie op 25 juni 2020 extern werd gepubliceerd waarbij de kandidaten één maand de tijd kregen om te solliciteren, d.w.z. tot 24 juli 2020;

Overwegende dat er drie eliminatieproeven werden georganiseerd in de maanden augustus en september 2020;

Overwegende dat de voorzitter van de jury tijdens die periode niet beschikbaar was en had gevraagd om te worden vervangen, en dat de directrice human resources in de gemeente Anderlecht, bij beslissing van het Permanent Bureau van 17 juli 2020 werd aangesteld om hem te vervangen;

Overwegende dat een jurylid niet beschikbaar is om aan bepaalde proeven deel te nemen en dat het Permanent Bureau, tijdens zijn zitting van 14 september 2020, haar heeft aangesteld als jurylid in de hoedanigheid van waarnemer;

Overwegende dat de verantwoordelijke human resources ad interim, door het Permanent Bureau tijdens zijn zitting van 14 september 2020 werd aangesteld als jurylid in de hoedanigheid van waarnemer;

Overwegende dat voor de 1ste schriftelijke (eliminatie)proef van 26 september 2020 16 kandidaten waren opgeroepen maar dat er slechts 8 kandidaten zich daadwerkelijk hebben aangeboden;

Overwegende dat na de 1ste schriftelijke (eliminatie)proef van 26 september 2020 de jury, na beraadslaging op 5 oktober 2020, heeft vastgesteld dat vier van de acht kandidaten waren geslaagd;

Overwegende dat na de 2de schriftelijke (eliminatie)proef van 10 oktober 2020 de jury, na beraadslaging op 20 oktober 2020, heeft vastgesteld dat twee van de vier kandidaten waren geslaagd;

Gelet op de beraadslaging van het Permanent Bureau van 26 oktober 2020 waarbij akte werd genomen van de door de jury meegedeelde resultaten;

Overwegende dat na de mondelinge proef van 26 oktober 2020 de jury, na beraadslaging diezelfde dag, heeft vastgesteld dat de twee opgeroepen kandidaten geslaagd waren;

Overwegende dat voor de drie proeven samen de volgende eindresultaten werden behaald:

- Kandidaat 1: 133/200
- Kandidaat 2: 134,7/200

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn akte neemt van deze resultaten;

Overwegende dat de wervingsvoorwaarden als volgt werden gesteld:

- * houder zijn van een masterdiploma in human resources, management of een gelijkwaardige master;
- * houder zijn van het Selor-brevet dat overeenstemt met artikel 9§1, eerste lid of artikel 9§2 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 waaruit blijkt dat de kandidaat voldoende kennis heeft van het Nederlands;
- * Minstens 5 jaar ervaring als teamverantwoordelijke

Overwegende dat Kandidaat 2 op het totaal van de drie proeven een betere score behaalde dan Kandidaat 1;

Overwegende dat uit onderzoek van de ervaring en het curriculum vitae van Kandidaat 2 blijkt dat zij drie jaar beroepservaring heeft bij een OCMW als bestuurssecretaris-jurist en dat ze er verantwoordelijk was voor transversale projecten;

Overwegende dat Kandidaat 2 gedurende bijna zes jaar advocate was aan de balie van Brussel in het sociaal recht en met name het arbeidsrecht, sociale zekerheid en sociale hulpverlening;

Overwegende dat Kandidaat 2 gedurende vier jaar ook als zelfstandig juriste heeft gewerkt voor het OCMW van Halle;

Overwegende dat Kandidaat 2 in 2010 een diploma master in de rechten heeft behaald aan de KUL en in 2011 een bijkomende master in internationaal recht en Europees recht aan de VUB;

Overwegende dat Kandidaat 2 recent (augustus 2019) een postgraduaatsdiploma heeft behaald in "Social Profit en publiek Management" aan de UGent;

Overwegende dat aangaande de eerste voorwaarde deze drie diploma's aantonen dat Kandidaat 2 beschikt over een gelijkwaardige master als de master in human resources of management aangezien zij twee masters in de rechten heeft en een postgraduaat management; dat deze opleidingen, aangezien zij lessen in algemeen sociaal recht en arbeidsrecht omvatten, gecombineerd met een postgraduaatsopleiding, moeten worden beschouwd als gelijkwaardige diploma's;

Overwegende dat aangaande de tweede voorwaarde Kandidaat 2 houder is van het Selor-brevet dat overeenstemt met artikel 9§2 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 en met artikel 11 waaruit blijkt dat zij voldoende kennis heeft van de andere landstaal;

Overwegende dat aangaande de derde voorwaarde Kandidaat 2 ervaring heeft met teammanagement, met name bij het OCMW van Sint-Gillis of, daarvoor, bij het OCMW van Halle;

Overwegende dat Kandidaat 2 in haar motivatiebrief verwees naar de ervaring die ze heeft opgedaan bij de HR-dienst van een OCMW en via de bijwerking van een arbeidsreglement en het begin van de bijwerking van het statuut van het personeel en het advies dat ze heeft verleend in tuchtrechtelijke materies, bovenop de ervaring die ze heeft verworven bij de juridische dienst;

Overwegende dat uit de sollicitatie van Kandidaat 2 blijkt dat haar ervaring en kwaliteiten geschikt zijn voor de uitoefening van de functie, wat ook blijkt uit de resultaten die ze behaalde op de proeven;

Overwegende dat Kandidaat 2 dus beschikt over de theoretische, praktische en technische competenties om de functie van directeur human resources uit te oefenen;

Overwegende dat Kandidaat 1 in 2003 een licentiaatsdiploma bestuurswetenschappen (overheidsmanagement) behaalde aan de hogeschool Francisco Ferrer en ook houder is van een specifiek diploma HR-management dat werd verstrekt door Impact Cooremans ASBL en van certificaten van taalkennis die overeenstemmen met artikel 9§2 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 en waaruit blijkt dat ze voldoende kennis heeft van de andere landstaal (proef via de computer en mondelinge proef);

Overwegende dat aangaande de eerste voorwaarde Kandidaat 1 een licentie bestuurswetenschappen (overheidsmanagement) heeft behaald en een specifiek postuniversitair diploma; dat zonder zich te buigen over de kwalificatie van dit laatste diploma dat noch een postgraduaat is noch een bijkomende master, de beide diploma's samen de Raad doen besluiten dat Kandidaat 1 over diploma's beschikt die gelijkwaardig zijn met de gewenste diploma's;

Overwegende dat aangaande de tweede voorwaarde Kandidaat 1 geen houder is van het Selor-brevet dat overeenstemt met artikelen 9§2 en 11 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken samengevat op 18 juli 1966;

Overwegende dat aangaande de derde voorwaarde Kandidaat 1 ervaring heeft met teammanagement aangezien zij gewerkt heeft bij het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek en dat de voorwaarde bijgevolg vervuld is;

Overwegende dat Kandidaat 1 in haar motivatiebrief verwijst naar haar beroepservaring bij zowel het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek als bij de groep Caterpillar als verantwoordelijke van de HR-dienst of als HR-supervisor, zodat zij over de vereiste ervaring beschikt voor de uitoefening van de functie, wat ook blijkt uit de resultaten die ze heeft behaald op de proeven;

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn een keuze moet maken tussen twee kandidaten die geschikt zijn voor de uitoefening van de functie;

Overwegende dat hoewel de beide kandidaten geschikt zijn, Kandidaat 2 op de proeven een hogere totaalscore heeft behaald dan Kandidaat 1 (134,7/200 tegenover 133/200);

Overwegende dat op het vlak van diploma's en opgedane ervaring de kandidaatstelling van Kandidaat 2 moet worden bevoorrecht aangezien zij over meer juridische kwaliteiten beschikt om de uitdagingen bij de HR-dienst van het OCMW aan te gaan, met name op het vlak van opstelling van het personeelsstatuut en beheer van de tuchtrechtelijke procedure;

Dat deze keuze wordt gerechtvaardigd door de ervaring die ze als advocaat heeft verworven in het sociaal recht;

Overwegende dat ook Kandidaat 1 over interessante diploma's en ervaring beschikt;

Dat haar ervaring bij het OCMW echter al langer geleden is en dat ze minder juridische ervaring heeft;

Overwegende dat ze niet beschikt over het gepaste taalcertificaat zodat ze niet kan worden aangeworven als statutair personeelslid;

Overwegende dat ze op basis van de noodwendigheden van de dienst zou kunnen worden aangeworven met een arbeidsovereenkomst;

Overwegende dat een dergelijke beslissing enkel als aanvulling op een statutaire aanwerving kan worden genomen als een geschikte kandidaat kan worden aangeworven voor een statutaire stage;

Overwegende dat om al deze redenen de kandidaatstelling van Kandidaat 2 moet worden bevoorrecht;

Overwegende dat de beide kandidaatstellingen aan een stemming werden onderworpen:

Dat de stemming geheim was en geschiedde achter gesloten deuren;

Om die redenen,

BESLIST:

met 0 stemmen voor Kandidaat 1

met 9 stemmen voor Kandidaat 2

en met 1 onthouding

1. om Kandidaat 2 - 6795 - aan te stellen als directeur (A6) van het departement human resources, voltijds vanaf 15 november 2020;
2. om op 15 november 2020 Kandidaat 2 - 6795 - te benoemen tot directeur (A6) van het departement human resources, voltijds voor een statutaire stageperiode die is vastgesteld op 6 maanden en 15 dagen;
3. om dit besluit voor behandeling over te maken aan de voogdijoverheid.

Besluit bij geheime stemming.

VOOR DE RAAD

De secretaris-generaal,
(Get.) Mathieu Roper

De Voorzitster,
(Get.) Myriem Amrani

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Sint-Gillis, 08 december 2020

De secretaris-generaal,

De Voorzitster,

Mathieu Roper

Myriem Amrani